



L'INCORRUPTIBLE

Bulletin des AMIS DE ROBESPIERRE

n° 70

janvier 2010

L'amour de la liberté est fondé sur celui de l'égalité (Jean-Paul MARAT)

Editorial de Maxime FLAMENT

A propos d'identité nationale

Notre édito doit-il être dicté par la politique du gouvernement ? Résolument non. Et pourtant ce dernier ne cesse de se saisir de sujets nous intéressant particulièrement, même si l'utilisation qu'il en fait est très loin des motivations de notre association...

D'un enseignement de l'histoire à nouveau remis en cause au sein d'une réforme qui inquiète dans sa globalité, au débat sur l'identité nationale, nous ne pouvons totalement ignorer ces questions. D'où les précisions suivantes sur l'affirmation de la nation.

Sous l'Ancien Régime, on ne parlait pas de Français mais de sujets du roi, ce qui signifiait que l'on était soumis à son pouvoir. Le sentiment national apparaît certes timidement dès le Moyen Age mais c'est la Révolution française qui fait figure de tournant majeur.



Fête de la Fédération

Avec elle, les sujets du roi deviennent des citoyens qui forment ensemble la nation française et participent à la vie politique. En se proclamant « assemblée nationale » le 17 juin 1789, les députés du tiers et ceux les ayant rejoints s'approprient la souveraineté nationale. L'unité se révèle avec les Fédérations venues des provinces en 1790 (alors qu'existent pourtant de très nombreux particularismes locaux). Elles témoignent « du besoin de solidarité et du sentiment d'appartenance collective à un nouveau monde en gestation »⁽¹⁾. Récupérée et mise en scène lors de la fête de la Fédération, répercutée dans les cérémonies locales, l'union de la nation France est alors proclamée dans un rituel plus civique que religieux.

Plus populaire, le mot « patrie » est repris dans *la Marseillaise* ou dans la proclamation de la « patrie en danger » (les révolutionnaires européens du XVIII^e siècle se disaient patriotes, en France également jusqu'à l'affirmation des « sans-culottes » de 1793).

Lors de son discours à la Convention contre le sursis le 18/01/93, Robespierre affirme que les députés sont assemblés « pour cimenter la liberté du peuple français et préparer celle du monde », il les exhorte le 21/01 à « l'union fondée sur les principes »⁽²⁾.

La guerre, la proscription des Girondins et la Terreur entraînant une nouvelle marche de la révolution, Robespierre va en effet chercher à mobiliser cette nation, à la cimenter.

Pour lui, la guerre a été déclenchée par la Cour et les Girondins pour des raisons fallacieuses, mais elle est devenue libératrice et fondatrice, elle est conduite par le peuple et la liberté contre l'oppression. Elle est créatrice car elle fonde un « nous » collectif associant le peuple et les députés dans la défense de l'Etat et de la Patrie.

Il définit essentiellement celle-ci comme la discrimination de l'ami et de l'ennemi, de la guerre et de la liberté. La nation se construit dans le rejet des tyrans et des peuples soumis et ennemis, mais aussi dans l'affirmation du soutien de la France révolutionnaire aux peuples en lutte pour leur émancipation. Elle se fonde contre les ennemis extérieurs certes, mais aussi et surtout contre les ennemis intérieurs.

« Il n'est que deux classes d'hommes : les amis de la liberté et ceux de l'aristocratie tyrannique. Voilà la division qui existe en France » affirme-t-il le 8 mai aux Jacobins. L'ennemi est celui qui nous menace dans notre humanité en s'en prenant à la Révolution ; lui résister, le combattre, c'est combattre pour les valeurs humanistes, celles du genre humain.

Par ses discours, Robespierre vise davantage à définir un lien collectif dynamique qu'à enflammer des passions temporaires. En s'attachant à désigner les ennemis, il cherche plus à rassembler autour d'une identité nationale spécifique qu'à exclure. L'identité nationale se distingue en cela « des certitudes des groupes restreints dont la cohésion ne repose que dans le rejet et l'exclusion. Le projet de Robespierre n'est pas celui, tactique, d'une unité factice, il aspire à l'universel et rejette les identités tribales »⁽³⁾.

Suite page 10

DANS LES MONUMENTS NATIONAUX

Marie-Antoinette en « guest star », Robespierre reste à la porte

Voici, avec l'autorisation de l'auteure, de larges extraits d'un article publié dans le bulletin du syndicat CGT des personnels du Centre des Monuments Nationaux (CMN)

A quoi servent nos monuments ? Ils sont une trace de notre passé, notre histoire. Un héritage laissé par les générations antérieures... Ainsi, les grottes des Eyzies ou celle de Pair-non-Pair nous « racontent » les parties de chasses de nos ancêtres de la préhistoire, la cathédrale de Reims garde le souvenir du Sacre des Rois de France, celle de Paris (Notre-Dame) celui du sacre de Napoléon I^{er}, la colonne de Wimille célèbre la gloire des soldats de l'Empire, tout comme l'Arc de Triomphe, qui va même bien au-delà des soldats de l'époque napoléonienne, et est devenu au fil du temps et des aléas de l'Histoire le symbole plus général de l'Armée Française.

Nos monuments ont une histoire propre, et du coup une symbolique beaucoup plus complexe. En effet, le château de Vincennes, par exemple, fut à la fois une résidence royale et une prison. Le domaine de Rambouillet, quant à lui, fut domaine royal, puis impérial, et présidentiel.

Notre Histoire est complexe, nos monuments le sont aussi. Leurs fonctions ont pu changer au fil du temps.

En histoire, il existe des courants, des tendances, des écoles... au CMN, il semblerait que l'on ait choisi son camp, pas celui de tel ou tel courant historique, non, non, mieux que cela, le « camp du glamour » ! Je m'explique... Existe-t-il des commémorations dans nos monuments ? Oui, à l'Arc de Triomphe, par exemple, avec le souvenir des anciens combattants. Mais encore ?

La Basilique de Saint-Denis, qui ferme régulièrement ses portes au commun des mortels, pour commémorer la mort de Louis XVI et Marie-Antoinette, La Chapelle Expiatoire est elle aussi « un temple dédié au culte de ces martyrs de la Révolution ».

La Conciergerie, quant à elle, fut la 1^{ère} demeure royale, mais elle est surtout connue pour avoir été une prison sous la Révolution, et a vu défiler nombre de grands personnages de cette période. Mais qui commémore la Révolution, aujourd'hui ? Ces quelques années qui furent celles de la naissance des Droits de l'Homme, de la République, et la participation active des citoyens à la vie politique, la chute d'un régime monarchique millénaire, l'abolition des privilèges, les prémisses de l'abolition de l'esclavage... ce n'est pas rien que tout cela ! ? S'il demeure un monument aujourd'hui dans Paris et même dans toute la France, qui pourrait bien être le lieu où se souvenir de ces années qui ont marqué durablement notre société, ne serait-ce pas la Conciergerie ?

Certes, mais la Révolution a un gros défaut, elle n'est pas « Glamour » ! Pensez donc, cher ami, des gueux en haillons qui réclament du pain à coup de piques ; des bourgeois qui prétendent se mêler de politique (avec pour certains d'entre eux, un idéal d'égalité, de justice, une société plus juste,

une société où comme le disait Robespierre nul n'aurait le droit d'accumuler des monceaux de pain au côté de son voisin qui meurt de faim)... Pensez donc, cher ami, une époque où l'on décapitait les ennemis de la Nation... Enfin et surtout la terrible époque où l'on a décapité ce bon roi Louis et sa chère épouse... La famille martyre... Sofia Coppola a su il y a quelque temps nous présenter une charmante Marie-Antoinette, glamour à souhait. Une Marie-Antoinette de cinéma certes, qui devait avoir autant de ressemblance avec la véritable reine de France, que moi-même je dois en avoir avec... euh, Louis XIV !!! Mais cette Marie-Antoinette, c'est celle qui plaît aux petites touristes japonaises, si romantiques, et aux Anglo-saxonnes en mal de sensations fortes... Alors que vient faire la vérité historique dans tout ça ? On s'en fiche pas mal ! Marie-



Antoinette Glamour, elle au moins, elle fait vendre ! Qui n'a pas eu son petit carnet fleuri avec le portrait de Marie-Antoinette ? Son petit sac de satin avec, dessiné dessus, les différentes robes de notre chère reine ? Un joli camée avec le profil de cette grande dame ?...

Un parcours Marie-Antoinette à la Conciergerie, voilà ce qui devrait arriver incessamment sous peu ! Après les stations du Chemin de Croix à Lourdes, le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle, voici le parcours Marie-Antoinette à la Conciergerie, le calvaire des derniers instants de cette petite sainte glamour dans cette lugubre prison... On en rêvait, le CMN va le faire... !

Parallèlement à tout ça, il existe en Artois une association regroupant des passionnés par l'Histoire de la Révolution ... Cette association regroupe des amis dans le monde



entier (et oui, Robespierre et la Révolution Française intéressent jusqu'en Amérique Latine, au Japon, au Canada, en Russie...). Elle tente par différentes actions de réhabiliter autant que faire se peut le personnage de Robespierre auprès du grand public. Elle avait l'habitude depuis de nombreuses années de déposer tous les 28 juillet (date anniversaire de la mort de Robespierre) quelques fleurs

auprès du buste de l'Incorruptible à la Conciergerie... Voilà que depuis deux ans, on fait comprendre à ses membres qu'ils ne sont plus les bienvenus dans ce monument de l'Île-de-la-Cité, que les monuments du CMN ne sont pas faits pour des commémorations (même aussi modeste que celle-ci !)...

Et oui, des robespierristes au beau milieu du « parcours Marie-Antoinette » ça fait tache, non ? Sans doute que Maximilien est moins glamour que Marie-Antoinette !

Mais plus grave qu'une guéguerre de clocher entre royalistes et républicains, c'est le contenu culturel de nos monuments qui est en question. Veut-on faire de notre Etablissement une sorte de Disneyland d'une pseudo histoire de cinéma ? Veut-on réduire nos monuments à des décors de carton-pâte digne de la Cinecittà, et les vider ainsi de tout contenu historique, toute réflexion, un tant soit peu intelligente ! ?

Elisabeth MAYER

RETROSPECTIVE

A sa création l'ARBR s'était promis d'aider à faire mieux connaître Robespierre, bien évidemment, mais aussi les principaux acteurs de la période révolutionnaire et post révolutionnaire dans notre région.

Ce 70ème numéro nous a semblé être l'occasion de rappeler ceux d'entre eux à qui nous avons accordé une plus ou moins longue biographie au fil des ans.

Philippe Bollet	15 et 38
Philippe Lebas	18
Augustin Darthé	19
Augustin Robespierre	24
Ernest Duquesnoy	25-26
Frédéric Degeorge	28
Antoine Bussart	30
Poitevin de Maissemy	33
Francis Delgorgue	36
Roch Godart	36
François Detrès	36
François Buneville	38
Lazare Carnot	38 et 64-65
Claude Carnot	38
Pierre Daunou	38
L'abbé Proyart	38
Dubois de Fossex	39
Nicolas Duflos	41
Etienne Lenglet	42
Guillaume Liborel	43
Charles Lameth	44
Armand Guffroy	45
L'évêque Porion	46
Le Dr Guillotin	46
Joseph Fouché	50 et 69
De la Tour d'Auvergne	51
Joseph Lebon	51 à 54
Christophe Burmann	52
Charlotte Robespierre	60
Robert Damiens	62-63
Martial Herman	65-68
Thomas Paine	68
J.Bste Personne	69
Antoine Magniez	70



Quelques portraits d'autres révolutionnaires ont aussi trouvé leur place :

Gilbert Romme	10
Camille Desmoulins	13
Nicolas Davout	33
Noël Pointe	48
J Bste Drouet	50
Jean Landrieux	50
Georges Couthon	53-55
Antoine Saint-Just	67
J. Bste Armonville	67



Pierre-Jean VAN STABEL Corsaire du roi puis contre-amiral sous la Révolution

Les ports d'Étaples, Boulogne, Calais, Dunkerque, se trouvaient sur le « front » avec l'Angleterre et les marins de notre région ont largement participé sous la Révolution et l'Empire à la guerre maritime contre notre adversaire d'Outre-Manche. Nous avons eu peu d'occasions d'en parler. Ajoutons donc le portrait de l'un d'eux :

Né en 1744 à Dunkerque Pierre-Jean Stabel est marin de commerce à 14 ans pour la Compagnie des Indes, jusqu'en 1778. Puis il participe comme corsaire à la guerre d'Indépendance des États-Unis. Il capture un navire corsaire anglais de 16 canons ce qui lui vaut le brevet de lieutenant de frégate, mais aussi deux balles dans la gorge et une certaine réputation. Entré dans la marine royale pour qui il escorte des convois il rallie la cause de la Révolution.

En 1790 il est Enseigne de Vaisseau puis Capitaine en 1793. Il s'illustre sur l'Atlantique et s'empare de 17 navires anglais pourtant fortement protégés, avec le « Tigre » et ses 74 canons. Il est nommé Contre Amiral.

Au secours de la France affamée

Notre pays a besoin des importations en provenance des États-Unis. Le Comité de Salut Public charge Van Stabel de l'escorte d'un convoi entre les côtes américaines et Brest. A la tête de 6 vaisseaux de 74 canons il arrive en Amérique, réquisi-



tionne 127 navires chargés de farine, de riz, de sucre, de cacao, de poissons, de coton, de bois etc... et reprend la mer le 14 avril 1794. Les Anglais tentent de l'intercepter. Jean Van Stabel reçoit du renfort de la petite escadre du contre-amiral Nielly. Lors d'un combat naval le 1^{er} juin la marine française perd 7 vaisseaux mais le convoi, au complet, atteint Brest le 13 juin, ayant même capturé au passage quelques bateaux ennemis.

Puis Jean Van Stabel participe sur mer à la défense de la France révolutionnaire sous les ordres de Villaret de Joyeuse durant l'hiver de 1794. En 1795 il escorte un nouveau convoi vers Ostende.

Malade, épuisé par ses nombreuses blessures, Jean Van Stabel meurt à cinquante dans sa ville natale en 1797.

LES HORLOGERS D'ARRAS SOUS LA REVOLUTION (Suite)

La guerre et l'écroulement de la monarchie.

Le 20 avril 1792 l'Assemblée déclare la guerre et le 28 l'armée est battue à Tournay. Le lendemain nouveau recul à Valenciennes ; à Arras l'alarme est grande.

Le 20 juin le peuple de Paris envahit les Tuileries, ce n'est pas encore bien compris à Arras et certains, comme les membres du district, regrettent cette « souillure du trône ».

Le 20 juillet 1792, le district d'Arras annonce « l'adresse de l'Assemblée nationale, déclarant la Patrie en danger », et ajoute : « *Tous les conspirateurs ne sont pas à Koblenz, ils sont dans toutes nos villes et jusque dans chaque village : ils ont des parents, des amis, des affidés* », et aussi : « *Portez vous aux frontières pour défendre la liberté ! Vivre libre ou mourir* »...

On profite de la Fête de la Fédération de 1792, pour renforcer la levée en masse par des enrôlements volontaires ; il est grand temps ! Les Autrichiens poussent jusqu'à Oignies le 2 août 1792. Les Princes réfugiés à Bingen déclarent : « *faire la guerre à la faction des Français s'intitulant peuple français, tout en protestant de leur fidélité au Roi* ».

Le 10 août en découle qui marque le renversement de la monarchie. Cette nouvelle est cette fois approuvée à Arras où les soucis d'un ennemi proche font que la préoccupation première est le manque d'armes, plutôt que les événements parisiens. Il n'y a donc pas de résistance à l'entreprise audacieuse qui vient de renverser la royauté...

Le district décide de supprimer les statues et effigies des rois, de changer de sceau. Le glissement vers un nouvel ordre s'accélère encore le 16 septembre 1792, la municipalité est remplacée par voie révolutionnaire par les membres les plus exaltés des clubs.

Le nouveau maire s'appelle Joseph Lebon et l'on trouve bien sûr Augustin Robespierre et l'horloger Gilles à ses côtés. « *La Patrie rejetée des amis tièdes* » disent-ils. Le 17 septembre, Carlier et Gilles sont chargés de faire disparaître tout ce qui peut rappeler aux citoyens le souvenir de l'Ancien Régime : la liste des émigrés est affichée. On établit un Comité de surveillance qui deviendra l'auxiliaire le plus actif du pouvoir et à qui est confiée la

surveillance des prisons : l'horloger Gilles en fait partie.

Dans beaucoup de villes les horlogers sont réquisitionnés, généralement avec leurs apprentis, pour remettre en état les armes de la ville nécessaires à l'équipement de la Garde Nationale ; mais comme à Arras celle-ci ne parvient pas à avoir des cartouches, on fait des piques ! ...

Les autorités aux abois tentent d'expliquer aux ouvriers les difficultés du moment et promettent des jours meilleurs. En attendant, la vente des mobiliers religieux, la fonte de l'orfèvrerie et du reste des cloches procure des fonds.

Les pouvoirs locaux débordés par les clubs..

Le 21 septembre la République est proclamée, événement qui n'est pas grandement fêté à Arras où tant de soucis accaparent les esprits : faire face aux fournitures de la troupe, réprimer les révoltes du peuple des fédérés exaspérés par le manque de pain. La Garde Nationale doit même intervenir pour dégager la mairie.



Emblème de la Société populaire d'Arras. (Arch. dép. du Pas-de-Calais. Coll. Barbier).

Tout est taxé et du fait qu'on a retiré aux marchands leur bénéfice, on ne trouve plus rien. Même les proclamations enflammées pour la défense de la Patrie ne permettent plus de trouver des volontaires ; heureusement Lille se défend si bien qu'elle sauve les provinces du Nord et Arras vote par acclamations

« *des éloges aux braves Lillois pour les héroïques efforts qu'ils ont opposés au tyran* ».

Un dernier coup de balai administratif est effectué lors du renouvellement de l'administration du département. La révolution bourgeoise a vécu... Nous sommes entrés dans l'ère de la République ou ère de l'égalité, première formule.

L'Horloger Gille s'approprie, en faisant sauter les scellés de la Cathédrale, l'horloge de celle-ci et l'installe dans sa boutique rue St Aubert. Ce Gille doit être très satisfait du décret appliqué à Arras le 23 octobre 1792, ayant pour but de faire disparaître des meubles pendules et objets, la décoration et les emblèmes de « l'esclavage ». C'est ainsi que certains horlogers, obéissant au décret, remplacent sur les pendules les bronzes compromettants, liment les cadrans portant les titres d'horloger du roi, coupent les aiguilles se terminant en fleurs de lys.

(A suivre)

Bernard SENECA
de l'Académie d'Arras

BERTRAND BARÈRE AGENT D'INFLUENCE DE L'ANGLETERRE

« Si monsieur Barère de Vieuzac, qui a fait semblant de haïr si fort les Anglais pour mieux les servir, a des relations secrètes avec le cabinet de Saint-James (...) il est naturel qu'il s'assure des moyens de n'être pas découvert ».

(Laurent Lecointre, conventionnel)

Selon Lewis Goldsmith, « l'ami de trente-trois ans » de Barère, Bertrand Barère a recruté des membres du contre-espionnage britannique et notamment Nicolas Madget et Charles Marien Somers, devenu le premier agent d'espionnage en France après le départ de George Munro au moment du procès de Louis XVI. Les documents d'archives français et anglais confirment son assertion.

Les projets français de descente en Irlande pour soutenir les indépendantistes avaient pris une nouvelle importance avec la guerre.

La nécessité, pour l'Angleterre, de neutraliser tous les projets français à destination de l'Irlande, son talon d'Achille, était vitale.

Barère et l'abbé Nicolas Madget, qu'il avait autrefois connu à Toulouse entretenaient des liens étroits et discrets. Nicolas Madget avait été employé en 1789 au quotidien de Bertrand Barère *Le Point du Jour* s'occupant de la traduction des articles pour l'Angleterre. Infiltré au sein du collège irlandais de Paris, l'ancien prêtre avait capté la confiance des Irlandais Unis et, jusque sous le Directoire, certains d'entre eux comme Wolfe Tone lui confiaient imprudemment leurs projets. Son rôle était en effet de démanteler les réseaux irlandais sur le continent.

Madget était associé à son vieil ami Charles Marien Somers, né à la Jamaïque, agent principal de lord Grenville, actif à Paris depuis 1791. Ses missions étaient financées par de Berdt, un des secrétaires de William Pitt qui déposait des fonds chez le banquier Grégory – correspondant parisien de Turnbull et Forbes de Londres. Il s'agissait d'un espionnage très organisé, très sophistiqué, que Barère semble avoir été seul à connaître avec sans doute François Louis Michel Chemin-Deforgues, avec infiltration progressive des ministères Lebrun-Tondu puis surtout Chemin-Deforgues puis Buchot à qui furent proposés des « agents » pour « opérer la division en Angleterre » ou pour observer l'état de l'opinion en Irlande et en Ecosse. Certains d'entre eux étaient, en réalité, à la solde de l'Angleterre. Un troisième larron, Richard Ferris, qui joua le rôle de porteur de dépêches, fut imprudemment chargé de mission par Chemin-Deforgues. Madget et Somers, probablement sur ordre, décidèrent de tendre un traquenard à William Jackson, un des héros de l'indépendance irlandaise, envoyé en mission secrète – qui s'avéra suicidaire – en Grande-Bretagne et en Irlande à la fin de l'hiver 1794. Arrêté pratiquement à son arrivée, Jackson fut jugé, chargé par Charles Marien Somers venu sur place, et condamné à la pendaison (1794). En septembre 1795, Charles Somers revenait d'Angleterre par Brest

et, des lettres signées par lui concernant le Général Francisco de Miranda (lié aux Girondins et passé du côté anglais) ayant été découvertes chez Nicolas Madget son « ami pour la vie », il fut recherché en région parisienne avec le nommé (George) Ellis, anglais, « ami de Pitt et de lord Mulgrave ». Recruté par Nicolas Madget comme interprète, pour la 1^{re} division à Brest le sieur Sullivan fut envoyé en Floréal An II à Brest. Quelques mois plus tard, il était arrêté et ramené à Paris pour avoir favorisé l'évasion de prisonniers anglais.

Tous ceux qui avaient travaillé sous le ministère Lebrun-Tondu à des projets français relatifs à l'Irlande furent, comme par hasard, guillotins, tels Le Chapelier qui se livra imprudemment à Barère, ou le député Rabaut Saint-Etienne, ou encore l'écrivain Chamfort qui préféra

se suicider : leurs papiers furent évidemment récupérés par Barère qui en fit bon usage. Thomas Paine, célèbre pour son enthousiasme et son amitié pour la France de 1789, fut arrêté à son tour le 2 Nivôse An II, sur ordre de Barère. Il était inscrit sur les listes des « conspirateurs » de prisons lorsque le 9 Thermidor le sauva miraculeusement. Le Général Arthur Dillon avait lui aussi un projet de descente en Irlande remis à Lebrun-Tondu en décembre 1792/ janvier 1793 et qu'il avait préalablement fait connaître à la Convention nationale. Son arrestation fut décidée sur ordre de Barère au prétexte que son nom apparaissait dans la « Lettre anglaise ». C'est du moins ce que le rapporteur du Comité de Salut Public réussit à faire croire à ses collègues. En fait, il s'agissait du révérend père Dillon, supérieur du collège irlandais de Douai, qui, avec le

docteur Grégory Stapleton, président du collège irlandais de Saint-Omer, fut de ces quelques Irlandais qui étaient secrètement à la solde des Britanniques. Depuis sa prison, le Général Dillon réussit néanmoins à mettre en garde le couple Desmoulins contre les manœuvres de Barère.

Georges-Jacques Danton et Camille Desmoulins éliminés le 5 avril 1794, le Général Arthur Dillon et Lucile Desmoulins furent envoyés devant le Tribunal révolutionnaire. On voit mal comment Dillon et Mme Desmoulins pouvaient conspirer ensemble puisqu'ils étaient détenus séparément et elle était au secret depuis son arrestation par Dossonville, sur ordre des Comités, le 15 Germinal An II. Mais on avait sollicité de faux témoignages pour charger Lucile Desmoulins et ses co-accusés au Tribunal Révolutionnaire et ce procédé permit d'expédier son affaire et celle de Dillon sans que cela donne lieu à un débat public, qui eut été gênant pour Barère et les « amis de l'Angleterre ». Il n'était pas question d'attirer l'attention publique, par un procès équitable du Général Dillon, sur le vrai débat, celui de la gestion par Barère du dossier Irlande. Car tous les rapports, plans et projets sur l'Irlande furent dorénavant communiqués au ministère britannique, interceptés et copiés au fur et à mesure par Nicolas Madget

À suivre page 5





BARÈRE par David

qui officiellement recruté depuis le 14 ventôse an II, fut placé à partir du 2 Floréal An II, à la tête du département des traductions, un excellent poste d'observation et une couverture. Nicolas Madget et Richard Ferris survécurent sous l'Empire, continuant à se voir et à communiquer avec Charles Marien Somers. Ce dernier seul, suite à une erreur fatale – des papiers imprudemment laissés à son domicile le trahirent –, sera arrêté, jugé et condamné à mort pour espionnage au profit de la Grande-Bretagne. Il sera fusillé en 1812 dans la plaine de Grenelle.

Au printemps 1794 et pratiquement jusqu'au 18 Fructidor An V, grâce à Barère, le contre-espionnage britannique est installé au sein du gouvernement. L'arrestation de Hoche fut l'œuvre de Barère, et à nouveau en service sous le Directoire, le valeureux Général de la République éprouva les pires difficultés pour organiser le financement de son expédition projetée en Irlande. Car « toutes les dispositions arrêtées par le Directoire n'étaient exécutées que suivant les opinions ou les convenances des commissaires du Trésor qui se trouvaient à son égard dans une certaine indépendance ». A cet égard, divers recoupements pourraient laisser supposer que l'inertie calculée de Paul Savalette de Langes, commissaire à la Trésorerie, chez qui Barère logea longtemps, qui était son confident intime, ne fut pas étranger à cet échec.

Dr Michel CSANYI

MAGNIEZ Antoine- Guislain

Député du Pas-de-Calais à la Convention nationale.

Antoine Magniez fut probablement le plus effacé des conventionnels du département du Pas-de-Calais et le seul à avoir abandonné son siège à l'Assemblée en pleine tourmente.

Né à Moisans, dans la Somme le 14 décembre 1738, d'une famille de laboureurs, il devint cultivateur dans le village de Bertincourt (Pas-de-Calais).

Elu administrateur du district de Bapaume, il fut candidat à la Convention et choisi par la majorité modérée des 775 électeurs réunis à Calais du 2 au 10 septembre 1792. Il fut élu le dixième sur onze avec 532 voix sur 730. Il était, avec Ernest Duquesnoy et Philippe Bollet l'un des trois députés-cultivateurs du département. Il avait 54 ans.

Lors du procès de Louis XVI il se prononça pour l'appel au peuple, pour la réclusion et le bannissement du roi jusqu'à la paix et pour le sursis. Il se rangeait de fait du côté des Girondins.

Le 13 avril 1793 il vota cependant contre la mise en accusation de Marat.

Après la journée du 2 juin 1793, fuyant l'insurrection parisienne contre les Girondins et l'arrestation de leurs députés, Antoine Magniez quitta Paris et vint se réfugier dans son village. Il fut déclaré démissionnaire pour absence sans congé. Une députation de la ville d'Arras fut dépêchée à la Convention pour déclarer que Magniez (ainsi que plusieurs autres députés du Pas-de-Calais) « avait perdu la confiance de ses électeurs ».

Dans une lettre adressée le 22 juin à la Convention, il tenta de se justifier en alléguant le mauvais état de ses affaires et la santé de sa femme. Il fut remplacé à l'Assemblée par Joseph Le Bon, le second suppléant élu en septembre 1792

(Garnier le premier suppléant s'étant désisté).

Sur ordre des administrateurs du département Magniez fut arrêté par la gendarmerie, le 2 juin 1793, assigné à résidence forcée à Arras puis incarcéré plusieurs mois. Remis en liberté après le 9 thermidor an II et la chute des Monta-



Exclusion des Girondins de la Convention

gnards, Magniez (sa femme et ses affaires revenues probablement en meilleur état) retourna siéger à la Convention.

A la fin de la session, le 10 thermidor an III, on suppose qu'il reprit ses activités paysannes car il disparut définitivement de la scène politique. Il connut le Consulat, l'Empire, la Restauration et Louis-Philippe et mourut à Bertincourt le 7 novembre 1823, âgé de 85 ans.

Pour que ne soit pas totalement oublié Antoine-Guislain Magniez, ce député-paysan, révolutionnaire modéré, la commune, chef lieu de canton, a donné son nom à l'une de ses petites rues.

C.L.

UNE RUE ROBESPIERRE A PARIS ? LE MAIRE ET UNE COURTE MAJORITE DISENT NON !

Notre bulletin s'est fait plusieurs fois l'écho de démarches entreprises, notamment par nos amis franciliens, pour qu'enfin il existe une rue Robespierre dans la capitale.

Il y a quelques semaines, le 30 septembre 2009, la proposition a été une nouvelle fois présentée par des élus du Conseil de Paris.

Georges Sarre et Michel Charzat, avec le soutien des groupes MRC et apparentés, communistes et élus du Parti de Gauche, et de quelques élus socialistes et verts, ont proposé ce mercredi au Conseil de Paris de donner le nom de Robespierre à une rue de la capitale. Une courte majorité UMP-PS a hélas rejeté cette initiative, après l'hostilité affichée du Maire de Paris et une intervention d'une rare mauvaise foi et d'une rare violence de M. Bournazel pour l'UMP.

Nous nous sommes évidemment félicités de cette démarche et nous reproduisons volontiers le texte de l'intervention de M. Georges Sarre.

"Chers collègues,

Clemenceau avait l'habitude de dire « la Révolution forme un bloc ». Oui, toutes ces femmes et ces hommes méritent d'être respectés et honorés.

J'ai observé qu'aucune rue de Paris ne porte le nom de Robespierre. Ce n'est pas un oubli. C'est un choix. Mais pourquoi ?

Qui est Robespierre ? La caricature du bourreau sanguinaire à laquelle seuls les piètres connaisseurs de la Révolution peuvent encore croire ?

Non ! Robespierre, c'est d'abord un révolutionnaire pétri des idéaux de la philosophie des Lumières. Robespierre, c'est un député du Tiers Etat, qui se bat pour le suffrage universel, le droit de vote des juifs et des gens de couleur, l'abolition de l'esclavage !

Robespierre, c'est l'un des principaux rédacteurs de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ! Alors que lui reproche-t-on ? D'avoir agi face à la contre-révolution, d'avoir encouragé l'insurrection populaire ?

D'avoir soutenu des mesures d'exception quand la République était menacée, en particulier par le soulèvement de Vendée ou de Lyon ?

Je n'ai pas le temps d'aller plus loin, chers collègues. Mais de grâce, ne m'opposez pas les poncifs qui circulent : il est établi désormais que Robespierre n'était pas le dictateur qu'on caricature pour mieux jeter l'opprobre sur les idéaux révolutionnaires et républicains qu'il portait.

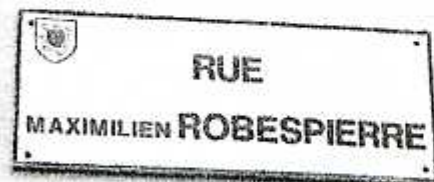
J'en veux pour preuve qu'il refusa, à la veille de sa mort, de mobiliser les sections, lorsqu'il était détenu à l'Hôtel de Ville, car il refusait de « sortir de la légalité ».

Jean Jaurès, dans son Histoire Socialiste de la Révolution française, écrit, devant le tribunal de l'Histoire : "je suis avec Robespierre et je vais m'asseoir avec les Jacobins".

Je conclurai en vous exprimant par avance ma surprise, si d'aventure notre Conseil récusait Robespierre, alors que nous avons donné le nom de Jean-Paul II à une place de Paris !

Enfin, et puisque nous parlons des idéaux de la République, je vous rappelle la collecte en faveur des salariés de Continental, qui sera aussi un bon baromètre de la gauche parisienne.

Je vous remercie."



La presse parisienne et des élus parisiens ont largement commenté cet événement. M. Corbière premier adjoint du XII^e arrondissement, a rappelé qu'il fallait franchir le périphérique pour trouver une rue Robespierre, alors que Paris honore des personnages de la même époque plus que discutables; comme le général La Fayette, passé à l'ennemi et

coupable de haute trahison, ou de Mirabeau complotant avec le roi.

Nous ne désarmerons pas et continuerons à réclamer que Robespierre soit honoré dans Paris. Une pétition à l'initiative de la Libre Pensée circule dans ce sens.

Petit dictionnaire des généraux irlandais des armées de la Révolution et de l'Empire

En ce début d'année 2010, l'ARBR publie sous forme de brochure, ce dictionnaire que nous devons aux recherches du secrétaire de l'association, le docteur Michel CSANYI*, grand connaisseur de l'Irlande.

On y apprend que pas moins de quinze généraux Irlandais ont servi sous les couleurs de notre pays durant la Révolution et le premier Empire. Cinq d'entre eux ont même leur nom inscrit sur l'Arc de triomphe.

Un avant-propos de Teddy MAC DONAGH rappelle qu'après la défaite de Jacques II et du traité de Limerick en 1691, quatorze mille Jacobites choisirent de s'exiler en France, souvent accompagnés de leurs familles. Ils furent pour Louis XIV un apport militaire non négligeable. L'enrôlement d'Irlandais dans les troupes françaises remontait en fait depuis le XVII^e siècle. De véritables dynasties de soldats se constituèrent parmi les grandes familles aristocratiques, dont étaient issus des colonels propriétaires de régiments, tels Bourke, Dillon ou Rooth.

Jusqu'en 1791 il exista une brigade irlandaise composée de 6 régiments qui deviennent trois régiments de ligne.

Chaque général bénéficie dans ce dictionnaire d'une plus ou moins longue biographie.

On lit par exemple que le général Clarke, est né en 1765 à Landrecies (Nord) et mort à Paris

en 1818. Il est colonel d'un régiment de cavalerie légère dans l'armée du Rhin et fait général de brigade en 1793, puis envoyé dans l'armée d'Italie aux côtés de Bonaparte. En 1809 il combat les Anglais à Walcheren. Louis XVIII le fera pair de France.



*M. Csanyi est aussi l'auteur de « Irish Independence : the French hope », édité par l'ARBR en 2008.

On peut se procurer ces deux ouvrages auprès de M. JC. Martinage 2 rue Lamartine 62138 HAINES 03 21 66 86 67

Une rue Robespierre avenante

Quand ils parlent de sa Maison à Arras les biographes malveillants de Robespierre la dépeignent inévitablement comme sombre et triste, nichée dans une



rue sinistre, à l'image du personnage qui l'habitait. Calomnie car elle était en 1787 relativement cossue dans une rue animée fort bien fréquentée et guère moins importante que bien d'autres d'Arras à cette époque.

Il a suffi que, suite à nos démarches, la Maison retrouve son aspect d'autrefois, et que, plus récemment, la ville fasse rénover le pavage et les trottoirs pour qu'on revoie l'agréable

quartier tel qu'habité alors par le jeune avocat, ni impécunieux, ni misanthrope.

Surprenante confusion.

Pour prouver que Philippe LE BAS, député du Pas-de-Calais, était relativement méconnu, notre ami Alexandre Cousin, cite l'énorme bourde du prolifique historien à la mode, Max GALLO, qui dans deux dictionnaires de son cru va jusqu'à confondre le tendre LE BAS avec son compatriote, l'impitoyable Joseph LE-BON !

Où va-t-on si l'Histoire mal en point est également malmenée par le plus médiatisé des historiens ?

Table ronde sur Fouché

A en juger par le public qui l'a suivie, elle a suscité un vif intérêt. Merci à ceux qui y ont contribué. Merci aussi à Claude MAZURIC qui, par mel, a tenu à nous encourager et à apporter d'utiles précisions, dont nous avons fait profiter les participants, sur les rapports Fouché/Babeuf.

« Attention, écrivait-il à ce qu'on ne dise pas que Babeuf était aligné sur Fouché et ni que Fouché a soutenu la « Conspiration des Égaux ».

ROBESPIERRE

*Il est natif d'Arras, c'est sa célébrité,
Il fut parmi les grands qui marquèrent l'histoire,
En y latissant son nom pour la postérité*

*Avec conviction, faisant autorité,
Partout très écouté face à son auditoire,
Clamant que la Terreur serait attentatoire,
Et la Vertu manquait pour être à son côté*

*Guidé par l'Idéal, fort de cette croyance,
Se voulant serviteur pour le peuple de France,
Sans aucune faiblesse et froid dans l'action*

*C'est par son sentiment toujours indéfectible
Pour la Patrie et pour la Révolution,
Qu'il sut vivre et mourir comme un Incorruptible*

Emile Fournier-Elipot
ROSATI

Merci à Emile, doyen de notre Comité, et poète des Rosati qui nous offre ce poème en guise d'étreintes.



Association des Amis de Robespierre (ARBR) Maison des Sociétés, rue Aristide Briand 62000 ARRAS

robspierre-62@orange.fr . Site : <http://www.amis-robspierre.org>

Secrétariat : Dr Michel Csanyi 84 rue J. Moulin 62300 Lens 03 21 67 60 66. freebelfast@orange.fr



SACRIFICE POLITIQUE ET REVOLUTION FRANCAISE, PHILIPPE LEBAS ET AUGUSTIN ROBESPIERRE

C'est sous ce titre qu'Alexandre COUSIN, étudiant à l'Université d'Artois, a présenté tout récemment son Mémoire de Master II Recherche Histoire. Inutile de dire que nous étions impatients de découvrir le fruit d'un travail dont le sujet ne pouvait que nous passionner.

C'est effectivement avec un vif et constant intérêt qu'on lit le récit des courtes « vies parallèles » de ces deux jeunes révolutionnaires, tous deux députés du Pas-de-Calais qui périrent tragiquement ensemble.

C'est à l'aide de la nombreuse correspondance d'Augustin et de Philippe que l'auteur a retracé leur parcours. « De leur jeunesse à leur élection à la Convention, de leurs premiers pas en tant que « représentants en mission » à la fin tragique de Thermidor, des confessions privées aux proclamations publiques, les lettres qu'ils écrivent sont un vibrant témoignage du passage météorique qu'ils font durant la Révolution française ».

Alors que 1789 commence, ils finissent à peine leurs études, s'essaient un peu partout en province, ils s'en font Calais et à Arras. Devenus députés, ils se Convention réclame des députés République » et parcourent la France complexes et périlleuses. « Enfin épilogue de deux vies dont l'intensité l'existence ».

C'est à son père et à sa jeune épouse, tandis qu'Augustin s'adresse à son frère l'avocat Buissart. Et tous deux correspondent Comités, principalement celui du Leurs missions sont relativement bien compagnon de Saint-Just et qu'Augustin en buera à « l'émergence » du jeune officier

Leur arrivée à Paris dans un même lieu, la Maximilien Robespierre, renforcera encore la hommes.

On apprend à mieux connaître, dans le premier « deux avocats à la rencontre de la Révolution ». Tous deux Artésiens, ils naissent à une année d'intervalle, Augustin en 1763, Philippe en 1764 dans des milieux proches (l'un d'avocats l'autre de notaires) et font leurs études à Paris, dans des collèges différents mais chacun pour devenir avocat.

L'adhésion de Philippe Lebas aux idées de la Révolution est un peu plus tardive que celle d'Augustin vite placé dans le sillage de son aîné et on suit alors leur « route vers la Convention », puis « leur immersion dans le Paris révolutionnaire et Jacobin ». Une abondante documentation nous renseigne sur l'activité concrète des deux députés, surtout au club des Jacobins ou Augustin se fait souvent entendre.

En même temps que pris par les événements, on les surprend « dans l'intimité de la maison des Duplay », un lieu « au cœur du mythe de la Révolution française » où se scelle aussi l'union entre Philippe Le Bas et Elisabeth, la fille de la maison.

Un place importante de l'ouvrage d'Alexandre Cousin est accordée bien sûr aux missions confiées aux deux députés envoyés « représenter la République aux quatre coins de la France ». Ils y font leur baptême du feu à chaque extrémité du pays. Ils font preuve chacun d'un « courage exemplaire », d'une grande capacité d'organisation et d'une « clairvoyance révolutionnaire incroyable ». « **Mêlant rigueur et justice, clémence et fermeté, la constance de leur action est l'expression et l'application directe du concept de Terreur qu'énonce Maximilien Robespierre** ».

Le dernier chapitre « Affronter son destin » nous fait vivre la fin dramatique des deux héros : « le discours suicide » de Robespierre le huit Thermidor, les arrestations du lendemain, Philippe Lebas se brûlant la cervelle et Augustin se précipitant dans le vide.

« Augustin Robespierre et Philippe Lebas partagent, vivant, les vertus de Robespierre, comme ils supportent aujourd'hui « l'opprobre » d'un anonymat indigne du rôle crucial qui fut le leur au moment de fonder la première République en France. »

Ainsi se conclut cette remarquable étude, grâce à laquelle devrait s'estomper cet anonymat que déplore l'auteur. **Les amis de Robespierre quant à eux sont prêts à favoriser la publication en direction d'un large public, de cette recherche à la fois richement documentée et d'une lecture agréable.**

Christian Lescureux



alors que les innovations révolutionnaires les habiles promoteurs dans le Pas-de-font « héros » lorsque le salut de la qu'ils se muent en « missionnaires de la et les régions en dénouant des situations c'est Thermidor, ce cruel et solennel n'est égalée que par la brièveté de

Elisabeth, que se confie Philippe, Maximilien et à l'ami de la famille, pondent activement avec les diff-Salut public. connues du fait que Lebas est la mission à l'armée d'Italie contri-Bonaparte.

maison des Duplay, où loge cohésion entre les deux jeunes

chapitre les familles, l'enfance, la formation de ces

Suite de la page 1

Les « concitoyens » sont dès lors les hommes qui partagent le même but, le même projet politique et civil, le « parti des hommes vertueux ». La vertu est le ciment, le liant entre les citoyens. L'unité, le sentiment national se fait dans l'aspiration commune à la liberté et à la vertu. Considérée comme l'incarnation de cette vertu, comme le peuple de la liberté, la France, en respectant les identités nationales et les patries des autres, doit jouer un rôle d'exemple du monde. Elle doit s'efforcer de porter haut ses couleurs. « *Accueillante, hospitalière, bienfaitrice et généreuse* »¹⁾, du moins avant les politiques de l'an II à l'encontre des étrangers, l'Incorruptible prévient : il est interdit aux Français et notamment aux représentants du peuple de fauter et de ternir cette image²⁾

¹⁾ Michel Vovelle, *1789 L'héritage et la mémoire*, Privat, 2007, p. 66.

²⁾ Jean-Louis Matharan, *Salut public et sentiment national*, in *Robespierre, De la Nation artésienne à la République et aux Nations*, Actes du colloque des 1-2-3 avril 1993 à Arras, CHRN, 1993.

³⁾ Ibid, p. 342

⁴⁾ Robespierre, *Œuvres complètes*, t. 6, p. 436. 26 juin 1790. Sur l'admission d'une députation d'Avignon.

⁵⁾ Laurent Petit, *Robespierre discours sur l'étranger*, in *Robespierre, De la Nation artésienne à la République et aux Nations*.

Robespierre dans le texte

Ah! qu'est devenue la générosité française... ?

Avignon et le comtat Venaissin, dont les papes avaient fait leur siège puis leur résidence pontificale de 1309 à 1417, étaient depuis restés hors du royaume de France, possession de l'église. Dès le début de la Révolution les citoyens avignonnais souhaitaient être rattachés à la France et le 22 juin 1790 leurs députés demandèrent à être entendus par l'Assemblée nationale. Un débat s'engagea le 26 juin et Robespierre y fit la déclaration suivante, qu'il nous paraît opportun de citer à l'occasion du sujet abordé par notre éditorial.



« Eh quoi ! Nous hésiterions à recevoir les députés d'une ville enclavée dans la France et dont tous les citoyens jouissent du droit de régnicoles, lorsque nous savons que ces citoyens sont en danger ? Ne serions-nous hospitaliers qu'envers les peuples dont la population suppose une grande force ? Nous admîmes il y a trois jours les citoyens de tous les

pays et nous repousserions les citoyens d'Avignon ? Nous les repousserions parce qu'ils sont attaqués par nos propres ennemis ? Ah ! qu'est devenue la générosité française ? Je conclus donc que l'admission des députés d'Avignon ne préjuge rien en leur faveur ; mais c'est une règle de bienfaisance dont nous ne pouvons pas nous écarter sans déshonneur. »

Les Avignonnais ayant demandé leur réunion à la France, un long débat s'engagea à l'Assemblée. Robespierre y fit le 18 novembre 1790 une importante intervention qui commence ainsi :

« Messieurs, je réclame pour la question qui vous est soumise, l'attention religieuse qu'ont obtenue de vous les plus grands objets de vos délibérations. Ce n'est pas sur l'étendue du territoire avignonnais que se mesure l'importance de cette affaire, mais sur la hauteur des principes qui garantissent les droits des hommes et des nations... »

L'Assemblée nationale donna ordre « **d'imprimer ce discours de M. de Robespierre, député du département du Pas-de-Calais.** » Ce qui anéantit une fois de plus la calomnie qui veut que Robespierre n'ait été qu'un obscur député sous la Constituante.



JJ. Rousseau

Le Président et le Comité des Amis de Robespierre (Cibr) souhaitent que le combat de J.J. Rousseau, Robespierre et les Révolutionnaires, pour l'égalité entre les hommes et les peuples, progresse partout dans le monde en 2010. Ils vous présentent leurs meilleurs vœux.